

Journée d'actions du 29 janvier

LES CHIFFRES

- **60 %** : c'est le pourcentage de TGV qui circulent aujourd'hui.
- **40 %** : c'est le pourcentage de TER qui circulent aujourd'hui.
- **760 M€** : c'est le coût de la prime exceptionnelle de solidarité versée en anticipation du RSA.
- **220 €** : c'est le montant de la prime exceptionnelle versée en 2008.

L'ESSENTIEL

- L'ensemble des syndicats appelle à une journée de grèves et de manifestations le 29 janvier pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et des services publics.
- Par cette mobilisation, les Français expriment une **inquiétude légitime** face à la crise qui touche notre pays. **Le Président de la République et le Gouvernement sont attentifs et pleinement mobilisés** pour y répondre.
- Depuis l'élection de Nicolas SARKOZY, de nombreuses mesures ont été prises pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Face à cette crise sans précédent, le Gouvernement met tout en oeuvre pour **relancer les moteurs de notre économie, soutenir les plus en difficulté et refonder les règles du capitalisme financier.**

POURQUOI CETTE GREVE ?

- Huit organisations syndicales se sont mises d'accord sur une plate-forme commune :
 - **Donner la priorité au maintien des emplois** (renoncer aux suppressions de postes dans la fonction publique) ;
 - **Améliorer le pouvoir d'achat** (par une relance de la consommation) ;
 - **Préserver et améliorer les garanties collectives** (abroger les dispositifs légaux qui ont remis en cause la réduction du temps de travail, retirer la proposition de loi sur le travail du dimanche) ;
 - **Réglementer la sphère financière internationale** (mettre fin aux paradis fiscaux et à la spéculation).

LE GOUVERNEMENT EST-IL SOURD A L'INQUIETUDE SOCIALE ?

- Parce que **c'est une période très difficile pour les Français, il est normal que les inquiétudes et la colère s'expriment. Le Président de la République et le Gouvernement sont à l'écoute et attentifs** à la journée d'actions de jeudi.
- Mais ces difficultés ne doivent pas conduire à l'immobilisme, bien au contraire. **Nous devons continuer à moderniser notre pays et garder le cap des réformes.**
- **Le Gouvernement est dans l'action.** Nous l'avons montré avec la **prime exceptionnelle** ou la **prime en anticipation du RSA** (revenu de solidarité active).
- **Le dialogue social n'a jamais été aussi intense que ces derniers mois** avec notamment des chantiers essentiels tels que la **formation professionnelle, l'indemnisation du chômage partiel, la gestion de l'emploi et des compétences** ou encore **l'assurance chômage**. Le Président de la République organisera **une réunion d'agenda social avec l'ensemble des partenaires sociaux** dans les toutes prochaines semaines.

SELON LES SONDAGES, CETTE GREVE EST SOUTENUE PAR LES FRANÇAIS ?

- **Ce soutien au mouvement est normal : qui ne voudrait pas protéger son emploi, son salaire, son pouvoir d'achat ?**
- Il faut toutefois relativiser ces chiffres : si les Français ont généralement de la sympathie pour les grévistes avant une grève, ils en ont beaucoup moins **dès qu'ils se retrouvent bloqués par ces grèves et qu'ils ne peuvent pas se rendre à leur travail.**

LE POUVOIR D'ACHAT EST UNE DES INQUIETUDES PRINCIPALES, QU'A FAIT LE GOUVERNEMENT ?

- **Nous n'avons pas attendu la crise pour nous inquiéter du pouvoir d'achat :**
 - Le Gouvernement a **mis en place le RSA**, qui est un **complément de revenu pour les travailleurs pauvres.**
 - Le Gouvernement a instauré le **tarif social du gaz, le doublement de la prime à la cuve, ou les revalorisations des minima sociaux** comme le minimum vieillesse.

- Parce qu'en période de crise la solidarité nationale doit jouer à plein, Nicolas SARKOZY a pris les mesures nécessaires : une **prime exceptionnelle de 220€**, le versement d'une **prime de solidarité active de 200€ pour les 4 millions de bénéficiaires du RSA**.

ET POUR L'EMPLOI ?

- Depuis l'élection du Président de la République, le travail et l'emploi sont au cœur de l'action du Gouvernement. Avec **les heures supplémentaires, la réforme du contrat de travail, le RSA, la fusion ANPE-Assedic dans « Pôle Emploi », nous avons remis le travail au cœur de la société.**
- **Sauver l'emploi des Français, c'est l'objectif numéro 1 du plan de relance de l'économie.** Pour sauver l'emploi des Français, nous avons choisi l'investissement : lui seul permet de stimuler l'activité et de **créer des emplois aujourd'hui tout en musclant la croissance de demain.**
- **Nous avons aussi mis en place des mesures d'accompagnement :** aide aux nouvelles embauches des entreprises de moins de 10 salariés en 2009 ; augmentation à 330 000 des contrats aidés dans le PLF 2009, soit 100 000 de plus que prévu ; extension aux bassins d'emploi en difficulté du contrat de transition professionnelle (CTP), qui donne aux salariés d'une PME une allocation chômage plus généreuse et plus longue : 100% du salaire net pendant 12 mois ou encore la négociation avec les partenaires sociaux de la convention de reclassement personnalisé.
- **L'activité partielle, ce sont des licenciements économiques en moins !** Le Gouvernement a donc incité les partenaires sociaux à renégocier l'indemnisation du chômage partiel qui n'avait pas été revalorisée depuis 1993 et a assoupli son utilisation.
- Enfin, **le Président de la République et le Gouvernement ont pleinement associé les partenaires sociaux à la prévention et à la gestion des restructurations industrielles, au service de l'emploi.**

NE FAUT-IL PAS REGLEMENTER LA FINANCE INTERNATIONALE ET MIEUX REPARTIR LES BENEFICES ?

- Face à la crise actuelle, **chacun doit prendre ses responsabilités.** L'Etat a pris les siennes en soutenant le système bancaire. C'est maintenant aux banques de tenir leurs engagements et de **se soumettre au pacte moral que l'Etat a conclu avec elles.**
- **Le PS est dans les bonnes intentions ; le Gouvernement, lui, est dans l'action :**
 - Sous l'impulsion de Nicolas SARKOZY, les 27 se sont mis d'accord pour **supprimer les parachutes dorés des dirigeants de banques sauvées grâce à des fonds publics** et pour encadrer les rémunérations.
 - Mardi 20 janvier, à la demande du Président de la République, les dirigeants des principales banques françaises ont accepté de **renoncer à leurs bonus.**
 - Par ailleurs, les représentants d'une vingtaine de pays se sont réunis en octobre dernier à Bercy pour discuter des mesures à prendre pour **lutter contre les paradis fiscaux.**

LE SERVICE MINIMUM EST-IL APPLIQUE ?

- Que ce soit dans les transports ou à l'école, **le service minimum, ça marche !**
- Cette grève montre l'efficacité **des mécanismes de la loi sur le service garanti :** elle permet de **mieux prévoir** les niveaux de participation à la grève et donc le service minimum.
 - **Concernant les transports,** le service garanti a fait l'objet d'une **information abondante et détaillée** aux voyageurs. Aujourd'hui, **tous les niveaux de service annoncés sont effectivement tenus : 60 % de TGV, 40 % de TER et 45 % des Transiliens circulent.**
 - La loi sur le service minimum permet de **mieux réutiliser tous les personnels disponibles** (redéploiement des personnels du TGV au TER) et de **mieux informer les voyageurs** sur les prévisions de trafic et sur le détail des trains en circulation.
 - **Concernant l'école primaire,** le service minimum d'accueil permet aux parents d'aller travailler grâce à une prise en charge de leurs enfants. Et cela marche : **12 000 communes qui avaient un taux de grévistes supérieur à 25%** l'ont mis en place lors de la dernière grève.

Luc CHATEL

Retrouvez l'ensemble des Clés actu sur le site : www.porte-parole.gouv.fr